

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



La guerre à Gaza, Peinture Malak Mattar, 2024

AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG

PALESTINE

Semer les graines de l'espoir

Nous avons reçu cet appel de notre ami Philip Rizk, qui a vécu quelque temps à Gaza et est un ami de longue date de Laila El Haddad, l'autrice. Il est cinéaste, écrivain et journaliste indépendant et vit avec sa famille en Allemagne. Sa femme est originaire de Gaza, lui d'Égypte¹.

Je m'appelle Laila El-Haddad. Je suis écrivaine palestinienne et mère de quatre enfants à Gaza. Beaucoup d'entre vous me connaissent peut-être en tant que coautrice de *The Gaza Kitchen: Un voyage culinaire palestinien*. Je suis également une jardinière passionnée et, bien que je sois originaire d'une ville, Gaza, je suis une agricultrice dans l'âme! Plus que quiconque, les agriculteur/trices représentent l'enracinement profond des Palestiniens dans la terre.

Quoi et pourquoi?

J'organise cette campagne pour aider les agriculteur/trices et les familles de la région la plus touchée et la plus isolée de Gaza (Beit Lahiya) à créer leurs propres jardins sur les toits et à la maison, un petit pas vers l'autosuffisance et l'abandon de la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire. L'agriculture à grande échelle est encore trop dangereuse et toutes les agences d'aide internationales et locales ont dû être évacuées du Nord, ce qui rend la population particulièrement vulnérable.

Comment allons-nous procéder?

J'ai passé des mois à faire des recherches et à consulter des experts agricoles, à Gaza et à l'étranger, sur la manière la plus sûre et la plus efficace de donner aux Palestiniens un accès durable à des produits frais. Ensuite, je me suis associée à l'Association palestinienne-américaine de Gaza, une organisation accréditée 501(c)(3) aux États-Unis, ainsi qu'à une équipe d'agriculteur/trices locaux et de partenaires à Gaza qui s'approvisionnent en fournitures nécessaires pour démarrer les jardins familiaux localement et mettre en œuvre le projet.

Rencontrez l'équipe!

Yousef S. est un jeune agriculteur du nord de la bande de Gaza dont j'ai récemment fait la connaissance et qui ne perd pas espoir. Comme beaucoup d'autres, sa maison et sa ferme ont été détruites par une frappe aérienne israélienne. Mais il refuse d'abandonner. Pour des Palestiniens tels que Yousef, l'agriculture, surtout en période de génocide

EDITO

Chers lecteurs, chères lectrices,

Comme vous le savez, Le Forum Civique Européen soutient de nombreuses initiatives qui font un travail passionnant et nécessaire dans différents pays. D'une part, avec une collaboration très concrète, d'autre part grâce à un travail d'information et un soutien financier.

Nous donnons volontiers la parole aux protagonistes de ces projets dans *l'Archipel*. Dans le numéro de mai, par exemple, Ines Tanovic-Sijercic nous informait de la situation politique en Bosnie et des activités de l'association *Kompas* à Sarajevo, et Clara, notre amie du Liban, parlait des initiatives pour les personnes déplacées dans son pays.

Dans ce numéro, c'est l'écrivaine palestinienne et mère de quatre enfants Laila El-Haddad qui nous parle d'un projet de jardins potagers sur les toits de Gaza.

En soutenant *Archipel* et le FCE, vous encouragez aussi ces initiatives.

En outre, vous trouverez cette fois-ci le texte d'une autre mère, celle-ci franco-juive, ainsi que des nouvelles de Géorgie et d'Ukraine. Nous vous souhaitons un début d'été agréable et combatif!

Pour l'équipe de rédaction,
Constanze Warta

et d'écocide, est un acte de foi profonde et l'incarnation même du *Sumood*, le concept palestinien de persévérance inébranlable.

Yousef et son équipe ont déjà travaillé 24 heures sur 24 pour trouver et commencer à cultiver des semis locaux à distribuer, ainsi que d'autres matériaux nécessaires pour fournir aux familles les ressources dont elles ont désespérément besoin pour créer leur propre potager domestique, urbain, de patio et communautaire, en fonction des espaces auxquels elles ont accès, y compris ceux qui sont abrités dans les écoles de l'ONU.

Chaque famille recevra:

- au moins 30 plants de légumes saisonniers assortis (courges d'été palestiniennes, piments, aubergines, concombres et tomates).
- 80 grammes de graines locales (aneth, Mloukhiya, blettes, ...)
- compost, terre et amendements
- jardinières en plastique, le cas échéant
- formation et suivi par des expert·es en agriculture.

En outre, vos dons permettront de financer l'achat de plusieurs panneaux solaires pour alimenter les puits communautaires dont les familles dépendent pour irriguer leur jardin (actuellement, l'accès à l'eau est limité à une fois tous les dix jours en raison d'une interdiction d'entrée de carburant).

Grâce à votre soutien, nous pouvons aider les familles palestiniennes à semer les graines d'un avenir meilleur, à cultiver l'espoir et à produire de nouveau une partie de leur propre nourriture.

Ensemble, nous aiderons les familles du nord à cultiver des aliments sains pour elles-mêmes, leurs voisin·es et leurs ami·es!

Quelques éléments de contexte

Dans le cadre de sa politique visant à rendre Gaza invivable et à y faire s'effondrer la société, Israël y a détruit 50 % des arbres et des terres agricoles et a sévèrement restreint l'entrée de nourriture et d'aide, en particulier dans le Nord. Autrefois connu pour ses vergers de pommiers, de fraises et d'agrumes luxuriants, le nord de la bande de Gaza est désormais complètement coupé du reste de la bande de Gaza. L'ampleur des dégâts et des destructions est catastrophique. Les forces israéliennes ont rasé des terres agricoles, 90 % des serres, des oliveraies et des élevages de volailles, ce qui fait que la quasi-totalité de la population souffre aujourd'hui d'une faim extrême.

Votre don² contribuera à changer cette réalité en fournissant des potagers sur les toits et dans les communautés aux familles vulnérables et déplacées du nord de la bande de Gaza qui subsistent avec 245 calories par jour.

Laila El-Haddad
Écrivaine palestinienne

1. Philip Rizk a fait notre connaissance il y a quelques années, par l'intermédiaire de l'équipe Bujuruna-Juzuruna au Liban, et a réalisé la traduction en arabe de nos vidéos sur la production de semences <diyseeds.org/>. Voici une émission de radio que nous avons réalisée avec lui il y a quelques années pour Radio Zinzine <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=2988>.

2. Le Forum Civique Européen soutient cette initiative. Vous pouvez toutefois prendre contact directement via ce site web <https://www.zeffy.com/en-US/fundraising/c7a7ca13-370e-41b4-91b7-cc6e6e2cb620>. Votre don est déductible des impôts et éligible à la *zakat*! (La *zakat*, troisième pilier de l'islam, est une taxe obligatoire en faveur des plus pauvres). 100 % des recettes sont reversées au projet à Gaza.

iels avaient ramené des gens de la mer ou du bus et les enregistrèrent. Mais iels y sont restés toute la journée. Puis iels ont commencé à nous demander de l'eau par la fenêtre des salles d'entretien du centre. Nous n'avions même pas le droit de leur parler. Lorsque nous leur parlions, les gardes arrivaient et interrompaient notre conversation. Iels nous ont dit qu'iels étaient là depuis le week-end (qui durait alors environ trois jours), qu'iels dormaient là, mais n'avaient pas de couvertures, de nourriture ou d'eau. Il y avait des enfants aussi. Lorsque nous avons informé les gardes de la situation, nous n'avons obtenu aucune explication. L'autre jour cela s'est reproduit, et ça a duré toute la semaine. Mais les gens avaient changé. Peut-être qu'iels les ont emmenés à l'intérieur pour faire de la place aux nouveaux/velles arrivant·es. Nous recevions continuellement des appels de personnes se plaignant de ne pas avoir pris de douche ni de nourriture depuis une semaine et qu'il y avait beaucoup d'enfants. Iels nous ont supplié·es de faire quelque chose. J'ai écrit une dizaine de demandes au directeur du centre de détention, mais je n'ai jamais reçu de réponse et la situation n'a jamais changé.»

Bientôt, la situation a atteint son paroxysme, comme elle a continué de l'expliquer. «Hier soir, mes client·es appelaient encore. Iels me disaient, sortez-moi d'ici, s'il vous plaît, aidez-moi. Quand je suis arrivée au centre, il y avait douze bus. Les gros comme ceux pour les transferts. Ils les ont emmenés dans d'autres villes. La plupart sont déportés jusqu'à la frontière orientale. C'était bizarre parce que dans notre loi, lorsque vous ouvrez un dossier d'expulsion d'une personne (une requête pour annuler la décision), vous ne pouvez pas expulser cette personne. Mais cette fois, iels les ont expulsés alors qu'iels avaient des avocat·es, des dossiers juridiques, etc. J'ai maintenant de nombreux collègues dans la même situation, et c'est pourquoi nous ne comprenons pas ce qui se passe.»

Selon Esem, ces expulsions ont lieu sur ordre non écrit d'Ankara. Il est intéressant de noter qu'au cours de cette même période, les transferts des îles de la mer Égée vers le continent grec ont été temporairement interrompus en raison de la surpopulation des installations du continent. En outre, selon leurs propres statistiques, le nombre de personnes appréhendées alors qu'elles tentaient de traverser la frontière a considérablement augmenté au cours des trois derniers mois par rapport au reste de l'année.

D'après nos conversations, la situation dans les centres de pré-éloignement était pire que ce à quoi nous nous attendions. Et de fait, depuis nos entretiens, cela n'a fait qu'empirer. Parmi les milliers de personnes qui se trouvent dans de tels établissements, les avocat·es solidaires ne peuvent en aider qu'un nombre limité, et le reste se retrouve sans aucun soutien juridique ou de quelques autres sortes. Ces lieux sont souvent utilisés comme dépotoir pour toute personne arrêtée pour des accusations liées à

MIGRATIONS

La Turquie est-elle un «pays tiers sûr» pour les migrant·es? Dernière partie

En Turquie, comme dans de nombreuses régions du monde, la montée en puissance de groupes et de partis politiques ouvertement racistes et parfois fascistes a encouragé les personnes sympathisant avec ces opinions à devenir plus ouvertement violentes.

Lorsque nous avons parlé à Esem¹, elle nous a indiqué que les centres étaient récemment surpeuplés et que les autorités y amenaient des centaines de personnes qui étaient ensuite gardées dans la cour, sans accès aux toilettes, aux douches ou à l'eau. Cela s'était produit la semaine précédant notre entretien. Étant donné qu'en Turquie, les avocat·es qui travaillent dans ce domaine acquièrent le plus souvent

des client·es par recommandation, elle a commencé à recevoir des appels de personnes qu'elle ne connaissait pas, pour des raisons qu'elle ne comprenait pas.

«En fait, cela a commencé la semaine dernière, lorsque nous sommes arrivés pour rencontrer nos client·es. Il y avait des gens dans la cour et au début nous avons pensé qu'il s'agissait d'un enregistrement, que peut-être

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Jun 2024 - Nr. 337 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

la migration irrégulière, que ce soit à la suite d'un refoulement ou d'une simple promenade dans la ville.

L'instrumentalisation continue

En outre, les migrant·es en Turquie sont souvent utilisé·es comme pions dans les jeux politiques auxquels Erdoğan se livre avec l'Union européenne. En 2020, le gouvernement a envoyé des bus à la frontière terrestre avec la Grèce pour tenter d'intimider l'UE. Des centaines de personnes ont tenté de prendre d'assaut la barrière frontalière, faisant plusieurs mort·es. À Lesbos, nous observons souvent une augmentation du nombre de personnes essayant de quitter la Turquie, en fonction des relations politiques entre elles et la Grèce ou l'UE. Nous le savons parce que les garde-côtes turcs publient chaque semaine sur leur site Web des chiffres sur le nombre de personnes trouvées/sauvées en mer à la suite d'un *push-back*. Si vous combinez cela avec le nombre de nouvelles inscriptions sur les îles, il est possible d'obtenir une estimation du nombre de personnes qui ont tenté de traverser la frontière au cours d'une période donnée, en plus du nombre de personnes ramenées en Turquie. Ces chiffres sont un autre exemple d'instrumentalisation, dans la mesure où la Turquie les utilise, ainsi que les *push-back* en général, à des fins de propagande. L'année dernière, le *New York Times*, entre autres, a rédigé un rapport détaillé sur les *push-back*, basé sur les informations et la coopération des garde-côtes turcs. À plusieurs reprises, iels ont utilisé des vidéos de

push-back à leur avantage, afin de détourner l'attention de la situation à la frontière Est ou Sud.(...)

Les personnes originaires du continent africain se trouvent dans une situation très précaire et illégale en Turquie. Cela montre donc à quel point les autorités turques sont disposées à obtenir des preuves de refoulement qu'elles peuvent utiliser comme propagande honteuse contre la Grèce. Dans le même temps, la Turquie expulse continuellement des personnes vers des pays tels que l'Afghanistan et a également ses propres pratiques de refoulement à ses frontières Est et Sud.

Conséquences sur les flux migratoires

Après l'ouverture initiale de la frontière avec la Syrie en 2015, il est rapidement devenu évident qu'un grand nombre de personnes continueraient d'arriver vers l'Europe via la route de la mer Égée. Les Syrien·nes qui ont choisi de rester ont été accueilli·es comme des «invité·es», ce qui impliquait qu'iels partirait dès que le conflit en Syrie serait résolu. Cependant, cela ne s'est pas produit jusqu'à ce jour et il est vite devenu très clair que ces personnes ne rentreraient pas et que l'Europe ne voudrait pas non plus en accueillir davantage. Cela a abouti à l'accord européen signé fin 2016. La Turquie empêcherait les migrant·es de traverser la frontière, en échange de grosses sommes d'argent. Cela a marqué un changement, à la fois en Turquie, mais aussi en Europe. L'accent est passé de l'emphase à l'hostilité des deux côtés. Il

s'agit d'un élément emblématique de la politique migratoire européenne de ces dernières années, des accords similaires ayant depuis été conclus avec d'autres pays.

Nous connaissons l'effet de l'accord sur Lesbos. La détention, les procédures d'asile plus difficiles et la désignation de la Turquie comme «pays tiers sûr» en sont quelques-unes. Même si l'accord visait à empêcher les migrant·es de traverser la frontière, à ce stade, cela semble avoir l'effet inverse. De plus en plus de personnes traversent la mer Égée ces derniers temps, malgré les *push-back* meurtriers et les efforts croissants de la police et des garde-côtes turcs. Les gens qui sont repoussés et survivent tentent très certainement à nouveau.

«Récemment, un de mes amis qui a une famille a décidé de déménager en Grèce en raison des contrôles accrus et du racisme en Turquie. Les élections locales approchent et cela a vraiment mis les gens, les réfugié·es, mal à l'aise. Iels doivent travailler, iels doivent socialiser et ces choses sont devenues vraiment difficiles. Iels ne peuvent même pas trouver d'emploi. Jour après jour, les gens s'opposent de plus en plus aux réfugié·es. Iels ne veulent pas travailler avec eux ni socialiser avec eux, iels ne peuvent donc pas gagner d'argent ni se créer une place dans la société turque. Avec une autre famille, je n'ai pas pu trouver de maison à louer, car iels sont syrien·nes. Tout allait bien, je serais la garantie du propriétaire (car Omar est citoyen turc), mais il n'a pas accepté. Avant, ce n'était pas vraiment si compliqué, si vous aviez de l'argent ou une garantie, c'était ok.»

Omar² souligne que pour lui, les effets de l'accord UE-Turquie sont l'une des principales raisons pour lesquelles les gens émigrent actuellement vers l'Europe. Esem le confirme et déclare que contrairement à avant, les gens ne demandent plus de statut de réfugié·e ou de protection internationale, mais souhaitent simplement quitter le centre de pré-éloignement pour pouvoir rejoindre l'Europe le plus rapidement possible.

La Turquie n'est pas un «pays tiers sûr»

Les grandes lignes de cette conclusion étaient visibles dans tout Basmane. Les nombreux magasins qui échangent de l'or contre de l'argent liquide sont remplis de migrant·es. Et même s'il y a encore beaucoup de migrant·es dans les rues, la présence des autorités se fait aussi sentir. Par les contrôles, la surveillance, mais aussi par le subtil changement des enseignes des magasins de l'arabe au turc sous la menace d'amendes. (...)

Savoir que de telles arrestations sont monnaie courante, connaître la situation dans les centres de pré-expulsion et le fait qu'il y ait des expulsions massives depuis ces centres me rend triste et en colère. En colère, car l'Union



Bruno Catalano, Les voyageurs

européenne insiste sur le fait que la Turquie est un «pays tiers sûr». C'est triste parce que je sais que ce n'est certainement pas le cas mais, pour que la politique d'asile inhumaine de l'Europe perdure, cela doit être le cas. C'est une tournure de phrase presque orwellienne: tant qu'ils le disent, ils doivent aussi le croire. Et ils doivent y croire pour que cet accord inhumain et cynique soit sans cesse renouvelé. Et au moment de la rédaction de cet article, l'UE renégocie son accord avec la Turquie et conclut également des accords similaires avec d'autres gouvernements controversés à la périphérie de l'Union, ne montrant aucun signe d'arrêt et faisant du mensonge des «pays tiers sûrs» un fait international.

Il ne fait aucun doute que la Turquie n'est pas «sûre» pour les migrant·es et les réfugié·es. Leur vie est, au mieux, rendue impossible par le climat social actuel et les contrôles gouvernementaux. Dans le pire des cas, ils sont pourchassé·es par les autorités et une partie de la population, arbitrairement emprisonné·es sans procédure régulière, courent le risque d'être gravement blessé·es ou expulsé·es dès qu'ils sortent, si tant est

qu'ils parviennent à trouver un endroit où vivre.

Les informations et déclarations contenues dans ces textes sont basées sur des entretiens réalisés entre le 29 septembre et le 4 octobre 2023, et utilisées avec autorisation, sur les expériences personnelles et les rapports de diverses organisations. Un merci spécial à Hibai Arbide Ada et Diyar Saraçoğlu³.

Dirk Tobias Reijne*
No Border Kitchen Lesbos

* Il vit en Grèce depuis 2014, où il a travaillé comme correspondant pour la télévision et a publié des articles dans la presse écrite de divers médias internationaux. Il est impliqué dans les questions relatives aux frontières et à la liberté de circulation depuis près de deux décennies, d'abord en tant qu'activiste, puis en tant qu'avocat et maintenant en tant que journaliste, couvrant la soi-disant «crise des réfugié·es» de ces dernières années en Grèce, dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Allemagne. Les questions sociales, les droits civils et les questions liées aux LGTBI+ sont d'autres sujets qu'il aborde régulièrement dans le cadre de son travail.

1. Avocate indépendante qui a régulièrement affaire à des détenu·es du centre de pré-détention d'Izmir.
2. Urbaniste de profession, travaille depuis des années avec des migrant·es dans le quartier de Basmane.
3. J'ai été rejoint par le journaliste Hibai Arbide Aza et le producteur local Diyar Saraçoğlu afin d'enregistrer les interviews.

Qu'est-ce que *Rêve géorgien*?

En 2012, alors que le gouvernement de Mikheil Saakachvili est sous le feu des critiques, des vidéos de prisonniers torturés et soumis à des conditions dégradantes circulent sur internet. Ce scandale va pousser au pouvoir *Rêve géorgien*, un nouveau parti créé par l'oligarque Bidzina Ivanichvili, qui promet de changer radicalement les conditions de vie en prison. Douze ans et deux réélections (2016, 2020) plus tard, selon les mots d'un ami, «c'est bien la seule chose qu'ils ont faite».

En direction des parlementaires de *Rêve géorgien*, les manifestant·es scandent «Monebo» (esclaves) et «Roussebo» (russes). Ils dénoncent leur corruption et leur proximité affichée avec le gouvernement russe. La semaine dernière, pendant l'un des rassemblements, quelqu'un·e a tagué en larges lettres sur la façade du Parlement: *ოყოფობა* (à vendre). Le 14 mai, deux autres graffitis sont apparus: «*fuck russian dream*» et *ეს ქვეყანა ჩვენია* (ce pays est le nôtre). La direction pro-russe du gouvernement actuel est au cœur de la colère des Géorgien·nes, alors que nombreux/ses sont celles et ceux qui voudraient au contraire s'éloigner de l'ancienne puissance impérialiste, et ce tout particulièrement depuis le renouveau de la guerre en Ukraine en 2022.

Pourquoi parle-t-on de «loi russe»?

L'un des cris de ralliement des manifestations est «*Ara rusul kanons*» (Non à la loi russe). En effet, la loi géorgienne sur «l'influence étrangère» ressemble comme deux gouttes d'eau à la loi passée en 2012 en Russie, intitulée «*Sur la régulation des activités d'organisations à but non lucratif opérant comme agents de l'étranger*» (loi fédérale 102766-6). C'est également le cas de la loi homophobe «*sur les valeurs familiales et la protection des mineur·es*» dont l'étude par le parlement géorgien a été annoncée en mars: elle imite la loi russe «*dans le but de protéger les enfants contre les informations prônant le déni des valeurs familiales traditionnelles*» de 2013 (loi fédérale 135-ფ3), plus connue comme «*la loi contre la propagande LGBT auprès des mineurs*» ou «*la loi anti-gay*».

Les discours des politicien·nes au pouvoir mettent en avant la nécessaire protection de la souveraineté géorgienne et la défiance envers les institutions européennes et étatsuniennes subventionnant ONG et médias indépendants en Géorgie, deux motifs qui peuvent sembler légitimes – sur le second point, celui de l'aspect politique des financements «caritatifs», on peut penser au récent scandale du retrait des financements de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) en Palestine. Mais parmi celles et ceux qui sont descendu·es dans la rue, personne n'est dupe: ces lois ne visent pas à protéger d'un contrôle européen/étatsunien possible, mais à imposer un contrôle géorgien (voire russe) réel. Ces motifs – souveraineté, protection des «valeurs» nationales – sont exploités pour tenter d'étouffer toute voix dissidente et se maintenir au pouvoir. Alors que les prochaines élections auront lieu à l'automne, le discours de Bidzina Ivanichvili du 29 avril ne laisse aucun doute sur les projets de *Rêve géorgien* en cas de réélection.

RESISTANCE

Rêve géorgien, le cauchemar géorgien

Depuis la mi-avril 2024, des manifestations massives ont lieu en Géorgie, dans la capitale Tbilissi mais aussi dans de nombreuses villes du pays (Batoumi, Koutaïssi, Gori, Telavi...). À Tbilissi, les manifestations ont lieu tous les soirs devant le Parlement, sur l'avenue Roustavéli. Il y a parfois tant de monde que des cartes imitant les placements dans les salles de concert ont été créées afin de pouvoir se retrouver.

Dans un pays qui compte 4 millions d'habitants, dont 1,5 million vivant dans la capitale, 200.000 personnes ont été comptées dans les rues le 11 mai dernier, malgré la pluie battante. Certains soirs, une partie ou l'ensemble de la foule marche à travers la ville, vers le siège de *Rêve géorgien* (le parti au pouvoir), vers les bureaux de la délégation de l'Union européenne, ou afin de bloquer certaines rues ou artères stratégiques. Le 6 mai, le carrefour de la place des héros¹ a ainsi été occupé pendant des heures, paralysant le trafic de la ville – une première dans l'histoire géorgienne.

Ces manifestations ont lieu contre l'annonce début avril de la réintroduction d'une loi contre les «agents de l'étranger», officiellement intitulée «*sur la transparence de l'influence étrangère*» dans la Constitution. Le gouvernement avait déjà tenté de faire passer cette loi l'an passé avant de reculer devant la pression populaire. Mis à part une légère modification dans la formulation (qui parle à présent «d'influence étrangère» et non plus d'«agents de l'étranger»), il s'agit essentiellement de la même proposition de loi: toute organisation recevant plus de 20% de financements étrangers devra obligatoirement

s'enregistrer comme «*force servant les intérêts d'une puissance étrangère*» ou payer une amende conséquente. Officiellement présentée par le gouvernement comme visant à renforcer la souveraineté géorgienne en rendant le secteur des CSOs (*civic societies organisations*) et des médias plus transparent, cette loi est dénoncée comme ayant pour réel objectif le contrôle et la mise au pas de ce secteur.

Si la loi sur «*l'influence étrangère*» est au cœur des revendications des manifestant·es, d'autres propositions légales sont également dénoncées: la loi annulant les quotas de genre sur les listes électorales (adoptée le 4 avril 2024); la loi concernant les impôts sur les capitaux étrangers; une loi qui, selon ses opposant·es, favorisera le blanchiment d'argent en Géorgie et ne profitera qu'aux oligarques (adoptée le 19 avril); ou encore la proposition de loi sur la protection des valeurs familiales, qui permettrait une censure effective de tout événement, livre, organisation... faisant référence à des questions ou des personnes LGBTQI+ (en discussion).

Et de plus en plus, c'est le gouvernement dans son ensemble que les manifestant·es rejettent.

Conséquences de l'adoption de la loi contre les «agents de l'étranger»

Malgré l'échec lors de la première tentative d'imposer cette loi l'an passé, malgré la mobilisation actuelle, qui ne faiblit pas mais au contraire s'amplifie, le gouvernement géorgien refuse de reculer. En Géorgie, pour être adoptée, une loi doit passer trois lectures au Parlement, où *Rêve géorgien* possède une majorité automatique. Les 84 parlementaires du parti ont chaque fois voté unanimement pour, et la troisième lecture a vu l'adoption de la loi le 14 mai, après 67 secondes de délibération. Au moment où j'écris cet article, les manifestations continuent.

Ce qui est à craindre

Visant principalement les organisations de la société civile et les médias indépendants, s'enregistrer comme «*organisation servant les intérêts d'une puissance étrangère*» aurait pour conséquence une effective limitation de l'indépendance d'action et de fonctionnement de ces organisations en :

- les stigmatisant auprès du public
- les exposant à une perte substantielle de leurs financements
- leur imposant de lourds et contraignants processus administratifs (enregistrement, rapports annuels)
- permettant une surveillance de leurs activités de la part des institutions gouvernementales et notamment en autorisant des enquêtes sur leurs activités sans limite établie (ce qui peut signifier: visites policières inopinées, fouilles, saisie dans les bureaux des organisations...)
- exigeant un accès public aux données personnelles des organisations, autorisant le ministère de la Justice à enquêter, collecter et diffuser ces informations auprès du public «*si le ministère le juge nécessaire*». En Russie, la

loi sur les agents de l'étranger, parfois combinée avec la loi sur la «propagande LGBT» envers les mineur·es, a effectivement réussi, en dix ans, à faire taire les voix dissidentes de la société civile. Nombre d'organisations et médias se sont exilés ou ont fermé face aux procédures judiciaires intentées contre elles et aux menaces, y compris physiques, contre leurs membres. C'est un scénario similaire qui est craint en Géorgie.

Remise en question de l'accession à l'UE

Alors que la Géorgie a obtenu son statut de candidat à l'UE en décembre 2023, le tournant répressif et pro-russe du gouvernement fait reculer cette perspective, pourtant soutenue par 80% de la population selon des sondages récents. Souvent des drapeaux européens accompagnent les drapeaux géorgiens lors des manifestations, où nombreux scandent: «*Vers où allons-nous?*», «*Vers l'Europe*».

Le 7 mai, trente membres du Parlement européen ont demandé la reconsidération de la candidature géorgienne au vu des lois passées mais également de la répression des manifestations.

Une montée de l'homophobie

En Russie, l'imposition d'une loi contre la propagande LGBT auprès des mineur·es a provoqué une réelle montée de l'homophobie, forçant un nombre non négligeable de personnes à quitter le territoire russe. Ce type de loi, si elle repose sur des sentiments homophobes réels et préexistants (en Russie, en Géorgie, comme dans la plupart des sociétés), contribue aussi à créer et amplifier ces sentiments du fait des débats qu'elle impose.

Escalade de violence, méthodes criminelles

Alors que l'ambiance était plutôt calme en avril, malgré une présence policière déjà importante, la situation est de plus en plus

violente depuis la seconde lecture de la loi le 1^{er} mai. Outre l'usage massif de gaz lacrymogènes et de canons à eau, ce sont les méthodes d'une brutalité extrême du corps policier et des forces spéciales qui sont dénoncées. Instagram est inondé de vidéos de violence, de visages tuméfiés, de personnes à terre rouées de coups, traînées de force dans des voitures de police. Certaines personnes de l'opposition ont été arrêtées chez elles, d'autres ont reçu des coups de téléphone menaçants ou fait l'objet de *kompromat* – ces montages vidéos ou audios visant à décrédibiliser ou criminaliser un·e opposant·e.

Alors que, à 4h du matin, on peut toujours voir devant une barricade des personnes de 20 ans en mini-jupe, fumant des cigarettes avec des masques anti-covid autour du cou comme seule protection, alors que, malgré les gaz, des dizaines des milliers de personnes occupent l'avenue Roustavéli jusqu'à l'aube, ces méthodes criminelles font dire à celles et ceux qui manifestent: ce sont eux qui ont peur.

Plusieurs membres de *Rêve géorgien* ont redit cette année à propos des manifestations qui les visent: ceci n'est pas Maïdan, nous ne sommes pas Ianoukovytch – en référence à la chute du régime ukrainien de Viktor Ianoukovytch en 2014, suite à d'énormes manifestations ayant lieu sur Maïdan, la place centrale de Kiev. Ils ne semblent pas se rendre compte que leurs réfutations publiques ne font qu'ajouter à la crédibilité de cette alternative.

Rita Dauvois
Chercheuse, Tbilissi

1. Où se trouve le monument à la mémoire des héros géorgiens disparus dans la guerre contre l'armée soviétique, en 1921, et dans les opérations en Abkhazie (2008).

Pour s'informer sur la situation
Sites internet: civil.ge, tabula.ge, radio.tavisupleba.
Instagram: [@publika.ge](https://www.instagram.com/publika.ge), [@tavisupleba](https://www.instagram.com/tavisupleba), [@formulaoriginals](https://www.instagram.com/formulaoriginals), [@Grizwave](https://www.instagram.com/Grizwave), [@chemiqalajimklavs](https://www.instagram.com/chemiqalajimklavs) (Ge) [@ocmedia-caucasus](https://www.instagram.com/ocmedia-caucasus), [@formulaenglish](https://www.instagram.com/formulaenglish) (en)



Graffitis anti-Russie et pro-Ukraine dans les rues de Tbilissi, 2023, photo Daro Sulakauri

Lettre à mes trois fils: à propos de la solution finale

J'ai envie d'écrire sur ce qui se passe depuis que «ça» se passe. Et je me rends bien compte en écrivant que je le fais d'abord pour moi, pour mettre au clair des impressions confuses en les bornant avec des mots.

Mais aussi parce que cet espace du «club»¹ a été, pendant mon séjour en Israël/Palestine, un lieu d'échange et de réflexion particulièrement riche.

Je suis juive et depuis bientôt onze ans, j'ai des enfants. Juifs, de fait puisque ça s'attrape par la mère. J'ai trois fils juifs. L'écrire met la chose à distance et permet de la penser, un peu. Ça veut dire quoi, «juif», maman? Je sais pas. Vraiment, je ne sais pas. Je ne suis pas religieuse, je ne «crois» pas. Mais je suis de culture juive. Et j'aimerais transmettre ça, un peu, à mes enfants.

Une blague juive dit qu'il y a autant d'interprétations de ce que ça veut dire, être juif, que de juifs dans le monde.

Par exemple: un jour un juif est venu et a dit: *tout est amour*.

Un autre est venu et a dit: *tout est économie*.

Un troisième a dit: *tout est sexe*.

Un dernier a dit: *tout est relatif*.

J'en connais une autre, de blague

Pas juive, israélienne. Devinette: quelle a été la vraie solution finale au problème juif?

Réponse: la création de l'État hébreu qui a transformé le peuple élu en peuple comme les autres, le peuple d'Israël en peuple du pays d'Israël. Haha.

L'ami israélien qui m'avait raconté cette blague, je lui ai finalement téléphoné hier.

J'osais pas, avant, je savais pas quoi dire.

Même s'il a déménagé en France maintenant, même si j'imaginai qu'il était comme moi, horrifié des pluies de bombes sur Gaza, d'un coup je me suis dit que si on n'était pas d'accord j'aurais du mal à m'en remettre.

Et j'ai pas téléphoné. Un peu par lâcheté, un peu par tendresse.

Il me dit que sa blague aujourd'hui ne ferait plus rire personne en Israël. Il me dit: tout le monde est catastrophé. Il parle d'hébétude. Il raconte son impossibilité, depuis son exil parisien, à penser avec celles et ceux qui sont restés «là-bas», avec celles et ceux qui étaient «là-bas» le 7 octobre.

Il me dit: j'essaie d'échanger, mais ce n'est pas un échange, j'écoute et c'est tout.

Il dit aussi: les Israélien·nes sont comme des victimes de viol l'instant d'après. On se doit d'entendre, pas de réagir. Je comprends, je crois.

Il parle de la haine

Il dit qu'elle se trouve dans des endroits incongrus, inédits.

Il m'a envoyé une vidéo infecte tournée sur un campus américain. Une jeune femme et un jeune homme moquent les *woke* pro-palestiniens en mimant des figures caricaturales, drapées de keffieh et de drapeaux rouge noir vert, prêts à tout pour le Hamas, qui les menace ouvertement de tous les tuer, tandis que les

deux imbéciles battent des mains et trouvent le Hamas «so cute». Dans la vidéo, c'est évident que le fait de ne pas appuyer inconditionnellement ceux qui bombardent Gaza c'est faire preuve d'un angélisme suicidaire. Et la vidéo met cela en lien direct avec le fait d'être homo, d'être de gauche, d'être faible en somme.

J'ai vécu en Palestine. En Israël. A Tel-Aviv. J'y ai été heureuse. Très. C'était un moment incroyable. Il y avait un cinéma inventif et subversif. Une scène musicale démente. Des échanges des deux côtés de la frontière. Une contestation. Tout le monde réfléchissait à la *matzav*, la situation. Personne n'était d'accord mais ça pensait.

Je ne suis pas retournée «là-bas» depuis longtemps. Les ami·es que j'y avais sont pour la plupart parti·es, inquiet·es de leur santé mentale et pour leur descendance. À l'image de l'ami de la devinette, celles et ceux qui sont parti·es semblent s'excuser auprès de celles et ceux qui sont resté·es. Comme si le choix fait de sauver sa peau, c'était forcément au détriment du collectif, si central à la construction de l'État juif.

Le collectif israélien est malade

Et ça ne date pas du 7 octobre. Il est loin le temps des kibbutzim et des coopératives. Je lis à longueur de tribunes que c'est cet Israël-là qui a été attaqué par le Hamas, que plusieurs des otages militaient pour la paix. Oui, mais. L'État israélien est un état colonial, alors il est attaqué. En réponse, il se défend. Et on n'a plus d'autre choix que de constater qu'un État colonial quand il se venge, fait ce que fait un État colonial en temps normal: il réprime par la force... Seulement d'habitude il fait semblant de le faire à partir d'un certain cahier des charges déontologique. Cela ressemble à une blague mais il n'y a rien de drôle. Aujourd'hui, l'État d'Israël n'y met plus aucune forme et on est une fois de plus, une fois encore, devant l'évidence de ses crimes. Oui, mais.

Non, pas de «mais» ici.

Je crois que ce qui est terrible devant la catastrophe (annoncée) de ce meurtre militairement organisé du peuple palestinien, c'est qu'il nous colle brutalement, totalement, désespérément devant notre impuissance.

Il y a celles et ceux qui nous gouvernent, élu·es par défaut, à coup de vote «contre» et de pis allers déprimés, ou même, comme à l'évidence dans le cas du gouvernement israélien, d'arrangements dégoûtants, de corruption pure et dure.

Et c'est eux qui tiennent les rênes, cette bande d'incapables.

Et nous? Que pouvons-nous?

On peut descendre dans la rue. C'est déjà ça... On se regroupe, on se tient chaud, on compte ses troupes. Mais ce n'est pas assez. En atten-

dant, des gens meurent. On peut signer des pétitions. En tant que Juif/ve. *Not in my name*. Là encore, c'est déjà ça. Mais évidemment que c'est bien trop peu.

Alors on s'indigne et on s'en veut. On est furieux/se et on a nulle part où jeter sa colère. Sauf contre soi-même, parce que si on en est là c'est aussi parce qu'on a pas assez fait, forcément. Je préfère me dire que je suis en partie responsable plutôt que de me dire que la faute est tellement loin que je n'y peux rien. Parce que le monde est ma responsabilité. Le *Tikkun Olam*² fait partie de ma boîte à outil. Oui, je pense qu'il est de mon devoir de réparer le monde. Comme le tien, le sien, le nôtre. Etc.

Être juif, être juive, pour moi c'était forcément se mettre au service de la justice. Donc être contre les discriminations, les oppressions. Activement. Pierre Goldman l'a si bien écrit dans ses «souvenirs obscurs»³...

La confusion générale m'assèche

La véhémence à décrier l'antisémitisme ne vous semble pas suspecte?

C'est peut-être mon côté juif méfiant, mais je n'ai aucune envie d'être défendue par Le Pen... Dans mon souvenir, les fachos, on leur casse la gueule, on partage pas des rendez-vous à Bastille «*mais pas derrière la même banderole*». Non mais ça va pas la tête?! Non, ça va pas. Le racisme anti-arabe ne se cache plus du tout, je n'ose imaginer l'étape d'après. Et le fait que cela se fasse sur le dos des Juif/ves me rend malade.

J'ai fait des efforts pour que les premières impressions de la judéité de mes garçons ne passent pas par la Shoah. Pour qu'ils apprennent à prendre du plaisir dans les fêtes et l'étude des mots avant qu'on parle de la haine et des fantasmes qui entourent la religion de mes ancêtres et la culture merveilleuse qui en découle. Et ces efforts sont en train d'être réduits à néant. Parce que ce que fait Israël à Gaza mérite une réponse autre que des «appels» à des cessez-le-feu. Il faudrait pouvoir contenir Bibi⁴ dans une camisole de force, l'empêcher pour de bon. Mais s'il fait peur à tout le monde pareillement, c'est peut-être qu'il y a quelque chose qui nous échappe, non?

La base du complotisme, c'est quand même la paresse, alors imaginer que les Juif/ves gouvernent le monde c'est quand même plus simple que de revenir aux origines du problème... Et d'ailleurs, ce serait quoi, le début du commencement de ce chaos? J'ai ma petite idée personnelle, mais j'ai comme l'impression qu'il y aurait une interprétation par tête là encore.

Il y a un retour de l'antisémitisme. Oui. Et il y a un racisme anti-arabe évident. C'est un fait. En France ces deux choses parlent de la même chose. Et il faudrait être sacrément amnésique pour ne pas le constater. J'ai trois fils juifs.

Ici et maintenant je ne sais pas trop comment leur raconter ce que ça pourrait vouloir dire.

Naruna Kaplan de Macedo
Cinéaste et scénariste

1. Première publication dans le Club de Mediapart, le 10.11.2023.

2. *Tikkun Olam* signifiant «réparation du monde», provient de la philosophie et de la littérature juives et englobe en grande partie la notion juive de justice sociale ou de réparation.

3. *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France*, Points Documents, 2005

4. Benjamin Netanyahu



Volodymyr Budkinov, de la série «War Time», 2022

UKRAINE

Derrière le front du Sud-Est, la vie, bien que pénible, continue

En cette fin de nuit, je viens de franchir le poste frontière de Hrebenne entre la Pologne et l'Ukraine, il est 6h du matin en Ukraine, soit une heure de plus qu'en Europe. Quand je passe cette frontière, j'ai mon petit rituel organisationnel, je change l'heure sur ma montre, je retire les zlotys de mon portefeuille pour les remplacer par les hryvnias ukrainiens, puis je lis une dernière fois la presse pour connaître les dernières actualités en Ukraine; j'ai le temps, il me reste encore une bonne heure et demie d'autocar pour arriver à Lviv.

En ce 17 avril, cette dernière étape du rituel est assez importante vu que ma destination «normale» est Zaporijjia et que cela fait quelques jours que la ville (sous contrôle ukrainien) et la centrale nucléaire (sous contrôle russe) sont les cibles d'attaques.

Des villes moyennement proches, Dnipro, Kharkiv, Kherson ou plus loin, Odessa viennent également d'être sévèrement touchées.

Je ne peux pas dire que j'ai peur mais j'ai conscience du danger. Je suis maintenant arrivé à Lviv et après un petit déjeuner, ma décision est prise, il vaut mieux attendre quelques jours avant d'aller vers l'Est, tant la situation m'apparaît périlleuse. Je change donc radicalement de direction, cap au Sud, vers Nijnié Sélichtché en Transcarpatie, pour me poser quelques jours en attendant un moment plus «favorable».

Aujourd'hui, le 30 avril, je suis dans le refuge de Zaporijjia, avant-hier nous avons subi de nombreux bombardements mais je n'ai pas connaissance de victimes ou que

des bâtiments soient détruits en ville. Je suis presque arrivé à la fin de mon travail ici et idéalement, (même si dans ce genre de situations rien n'est jamais absolument nécessaire), il faut que je passe encore quelques jours afin de finaliser les différents projets entrepris avec les gens sur place.

Pour rappel, je suis ici depuis le mois de février 2023 dans un projet soutenu par le Forum Civique Européen. Je suis cuisinier et nous avons élaboré ici jusque 780 repas par jour¹.

Nouvelles de Zaporijjia...

Les situations personnelles se dégradent. Auparavant, beaucoup de réfugiés du refuge recevaient une petite allocation d'État en raison de leur statut. En plus de cette petite somme, certains travaillaient avec nous en cuisine et percevaient un salaire, en échange de leurs services.

Vers la fin du mois de janvier, ils ont appris qu'à partir du premier mars, ils ne percevraient plus l'allocation d'État et/ou

qu'ils allaient perdre leur travail (et donc leur salaire) parce que «après deux ans de conflits, nous n'étions plus en état d'urgence et que les gens devaient commencer à se reprendre en main et ne plus dépendre d'aides».

Le souci, c'est que les gens qui étaient capables de se «prendre en main», l'ont déjà fait, ont déjà quitté le refuge, il ne reste ici que les gens les plus fragilisés.

Alors que jusque fin février, nous avions les moyens financiers, matériels et humains de cuisiner des centaines de repas par jour, en ce moment, nous n'en cuisinons plus que 145 et nous avons dû nous séparer d'une dizaine de personnes en cuisine.

Aujourd'hui, en plus du repas de midi, le refuge est encore en capacité de proposer des petits

déjeuners et des repas du soir, mais très vite, si on ne trouve pas de solutions, nous ne serons plus en mesure que de proposer un seul repas par jour (le midi).

Avec les pertes de revenus pour certains, la désillusion de pouvoir un jour rentrer à la maison pour d'autres et de façon générale, l'impossibilité de se créer des nouvelles perspectives... et puis les bombardements, et le temps qui passe... l'ambiance est devenue pesante.

Il y a quelques mois, les soirées étaient rythmées par des discussions autour d'une tasse de thé, deux fois par semaine, un film était projeté, les nombreux enfants amenaient une certaine forme d'énergie. Aujourd'hui, en dehors des heures de repas, je ne croise plus grand monde, je ne sais pas ce que font les gens pendant la journée.

La guerre, ses contrastes

Il y a quelques jours à Lviv, c'était blindé de touristes, j'ai entendu parler français, allemand, anglais et espagnol. Les terrasses des cafés étaient occupées, le petit train touristique circulait et des personnages tels que Mickey ou Donald se prêtaient au jeu des badaudes qui voulaient immortaliser l'instant en prenant des photos avec eux.

Ici dans le centre-ville de Zaporijjia, c'est différent, je dois dire que j'évite de me balader mais en gros, bien que fatigués par plus de deux ans de conflits, les gens circulent.

Lorsque je les questionne sur les dangers potentiels, ils me répondent que la probabilité qu'un missile, un drone, une roquette explose là où on est au moment où on y est reste faible, qu'ici ce n'est pas Bakhmout! Il est vrai que la ville balafmée ici et là par les bombardements se reconstruit, que les bâtiments éventrés il y a quelques mois sont presque finis d'être rebâties à l'identique, que les stigmates de la guerre ne sont que très peu visibles, mise à part l'omniprésence militaire.

Du coup, la vie semble continuer, et même s'il n'y a pas foule, les commerces restent ouverts, y compris les bijouteries, boutiques de vêtements, restaurants, les vendeurs de rue...

La mobilisation

Ce qui préoccupe les gens partout en Ukraine, c'est la mobilisation. Le front de l'Est fait tellement de victimes que l'armée «manque» de soldats pour atteindre ses objectifs. Beaucoup d'hommes en âge de participer aux combats on reçu l'enveloppe contenant leur ordre de mobilisation mais ne veulent pas y répondre, pour les raisons qui sont les leurs. Beaucoup se cachent, évitent de circuler pour ne pas se faire piéger par les contrôles. Le risque est partout, dans les villes comme à la campagne, à la sortie des gares, dans les bus, sur le trottoir. En une semaine, j'ai été interpellé deux fois et suis passé à travers plusieurs barrages mixtes police/armée.

En cas de contrôle, ceux qui sont signalés «absents», (déserteurs), sont directement embarqués vers leur lieu d'instruction/affectation, parfois sans même avoir la possibilité de dire au revoir à leurs proches.

Depuis le début du conflit, la mise en place de la loi martiale empêche les hommes de 18 à 60 ans de quitter le pays. À quelques exceptions près: certains arrivent à avoir des documents pour se rendre à l'étranger en invoquant une nécessité familiale, un travail humanitaire...

Actuellement, beaucoup n'osent plus aller demander une dérogation parce que ça peut aussi être le moment où on va leur donner leur lettre de mobilisation. Certains se rendent chez leur médecin, essayent d'avoir des certificats d'incapacité pour échapper au front, on m'a raconté qu'au début, avec

un peu de surdité ou une petite insuffisance cardiaque, les gens étaient exemptés, aujourd'hui, même avec un œil en moins, ils restent mobilisables.

Projet

En Transcarpatie, c'est la montagne et bien qu'il y ait de temps à autre une alerte, la région n'a jamais été bombardée et est donc reconnue comme plus sûre. Avec le soutien de Longo maï, on a organisé fin 2023 un séjour de repos pour les réfugié-es de Zaporijjia.

L'objectif du séjour était de donner un peu de respiration aux personnes qui avaient vécu l'occupation, l'exode et plus de deux ans de vie à l'abri des bombes dans le sous-sol d'une usine. Outre les activités proposées (spa, visite d'une fromagerie artisanale, du resto...), iels ont pu cuisiner selon leurs désirs des mets qui leur plaisaient, vivre sans contraintes exceptionnelles, se balader... Bref, vivre.

Aussi demain, on va acheter des vélos d'occasion, puis voir comment les gens vont les utiliser. Si ça plaît, nous pourrions en acheter d'autres.

À la fin du mois de juin, nous allons renouveler l'expérience et pour moi, ce sera avec cette activité que je terminerai mon implication ici.

Emmanuel Dache

1. Voir *Archipel* 329, «*Derrière le front Sud-Est, la vie continue!*» de Emmanuel Dache, octobre 2023.

* Vous pouvez retrouver toute une série d'émissions consacrées à l'Ukraine en tapant «Ukraine» dans le moteur de recherche du site de Radio Zinzine <radiozinzine.org>

A VOS POSTES!

Radio Zinzine - un florilège d'émissions passées sur Radio Zinzine*



À Kharkiv, derrière le front du Nord-Est

Extrait des infos du 22 mai 2024, une interview de Jürgen, de passage à Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, actuellement victime d'une offensive russe brutale.

Il évoque l'ambiance dans la ville, et l'incroyable résilience de ses habitant-es, après plus de deux ans de guerre.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9295>

Manifestations en Georgie

Petit rappel historique jusqu'aux revendications actuelles avec Tania, une militante sur différents fronts. Elle explique à quel point la liberté de chacun-e est tout simplement menacée par les alliances et les différents choix que prend le gouvernement géorgien.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9292>

Futuricide à Gaza

Futuricide, c'est le terme qu'emploie la chercheuse Stéphanie Latte Abdallah. Car c'est non seulement la population palestinienne de Gaza que l'armée israélienne massacre aujourd'hui, mais aussi l'avenir, la terre, l'eau, les structures, la continuité territoriale de la bande Gaza, qui sont presque anéanties, comme pour empêcher toute possibilité de relève pour les survivant-es, assimilé-es peu ou prou au Hamas, et de toutes façons considéré-es comme des sous-hommes

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9312>

Parole d'un délégué kanak à Paris

Un entretien avec Mickaël Forrest, vice-président de l'Union Calédonienne, membre du FLNKS et ministre de la Culture de la Nouvelle-Calédonie. Il évoque l'histoire de la colonisation, les nombreuses révoltes kanaks, l'évolution positive installée grâce aux accords de Matignon et ensuite Nouméa, le virage très négatif et provocateur adopté par Macron après le départ d'Édouard Philippe, ainsi que la situation actuelle, le rôle catastrophique de Darmanin, le rôle de la Cellule de Coordination des Actions du Terrain...

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9294>

La Suisse condamnée pour inaction climatique

Un entretien avec Anne-Catherine Menétrey-Savary qui fait partie des «Aînées pour la protection du climat» dont la plainte contre la Suisse pour inaction climatique a été jugée le 18 avril par la Cour européenne des Droits Humains. Résultat: une condamnation historique, une décision contraignante qui crée un précédent international, notamment dans tous les 46 Etats membres du Conseil de l'Europe, mais aussi dans le cadre d'autres tribunaux internationaux. 2500 femmes âgées de plus de 60 ans se sont réunies pour porter cette affaire à Strasbourg.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9272>

Une enfance volée, histoire des enfants placés en Suisse

Une face invisible de l'histoire suisse: entre 1930 et 1981, sans parler d'avant, des dizaines de milliers d'enfants ont été enlevés à leurs familles, placés en institution, dans des pénitenciers ou dans des familles paysannes, comme main d'oeuvre bon marché. Iels étaient corvéables à merci, abusées pour la plupart, ont servi de cobayes à des expériences médicales pour certaines... Où en est-on de la reconnaissance et des réparations de ces pratiques, dans un des pays les plus riches du monde? Le témoignage de deux adultes, parmi les derniers à avoir vécu cette enfance-là.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9316>

* ... et beaucoup d'autres, à écouter et/ou podcaster sur <radiozinzine.org>

HAUT-PARLEUR

Le sauvetage en mer n'est pas un crime!

Au cas où cette bonne nouvelle vous aurait échappé: après plus de six ans d'enquête pénale pour une prétendue aide à l'immigration clandestine en Italie, la justice italienne doit le constater: le sauvetage en mer n'est pas un crime. Les charges contre dix sauveteur/euses en mer de l'équipage de la *luventa* ont été abandonnées. La *luventa* était en 2016 l'un des premiers bateaux privés de sauvetage de migrant-es en Méditerranée et avait été saisi à l'été 2017. Un tribunal de Trapani, en Italie, a décidé le 19 avril dernier d'acquitter tous les membres de l'équipage de la *luventa* qui avaient travaillé en 2016 et 2017 avec les organisations *Save The Children International* et *Médecins Sans Frontières*, sauvant ainsi plus de 14.000 vies.

Nous nous réjouissons et restons vigilant-es.

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johannis-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans